

## L'EMPLOI

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Au Québec, on compte actuellement 405 000 chômeurs et ceci exclut tous ceux qui ont cessé de chercher de l'emploi. Il y a eu plus de 23 500 faillites et cette province a subi une perte nette de 68 000 emplois en 1991 seulement. De tous les chômeurs au Québec, près de la moitié sont dans la région de Montréal. Comment le premier ministre peut-il justifier aux sans-emploi de la région de Montréal que son Budget n'offre aucune possibilité de se trouver un emploi? Quand les Montréalais auront-ils l'espoir de pouvoir travailler dans ce pays?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, le député de Saint-Léonard ne peut pas ignorer sûrement, à moins qu'il soit complètement absent de la scène montréalaise, tous les efforts et tous les programmes que le gouvernement a investis dans la région de Montréal pour justement procurer aux travailleurs les emplois qui sont en train de devenir disponibles à travers nos investissements dans les technologies de l'avenir et les industries, comme les produits pharmaceutiques, l'avionnerie et ainsi de suite, qui sont des producteurs d'emplois bien payants. Et avec les programmes de formation, nous allons donner et nous mettons à la disposition de ceux qui sont sur le chômage, la possibilité de se recycler dans ces emplois.

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, je suis content que le ministre responsable de la région de Montréal ait répondu à ma question. Les emplois qu'il pense avoir créés dans l'industrie pharmaceutique seront perdus à cause des coupures qui ont été effectuées, lors du Budget, dans le domaine du logement social, de même que l'abolition du Programme de coopératives de logement.

Quand le ministre responsable de la région de Montréal va-t-il s'imposer à son collègue, le ministre des Finances, dans le but de protéger les intérêts des travailleurs montréalais?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je répète de nouveau que les emplois qui se créent actuellement de façon nombreuse dans l'industrie de l'avionnerie, de l'aérospatiale, des produits pharmaceutiques, sont des emplois de l'avenir et c'est là-dessus que nous misons pour rétablir l'économie de Montréal. Ensuite, monsieur le Président, nous avons

## Questions orales

évidemment créé l'environnement nécessaire par la réduction des taux d'intérêt et le maintien de l'inflation à un niveau qui permet de nouveaux investissements et qui sont tout à l'avantage de la région de Montréal.

\* \* \*

[Traduction]

## LE TRAVAIL

**M. Ray Skelly (North Island—Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre responsable de la situation de la femme.

La ministre est-elle disposée à rencontrer les 22 femmes de Powell River dont les emplois sont occupés par les briseurs de grève recrutés par la Banque Canadienne Impériale de Commerce?

Pourrait-elle me dire si elle accepterait de rencontrer ces femmes à Powell River afin de les aider à régler le conflit avec la Banque Canadienne Impériale de Commerce qui cherche à dissoudre leur syndicat et à les jeter à la rue?

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, je ne compte malheureusement pas me rendre à Powell River dans un proche avenir. En toute honnêteté, je ne pense pas que ce soit à moi d'organiser une réunion de ce genre.

Il y a de toute évidence un conflit de travail, et c'est au syndicat et à l'employeur de le régler.

**M. Ray Skelly (North Island—Powell River):** Monsieur le Président, cela, les femmes de Powell River le savaient aussi bien que quiconque ici présent.

La ministre pourrait-elle demander au gouvernement de faire une enquête publique sur l'exploitation des femmes par la Banque Canadienne Impériale de Commerce et les autres banques à charte du Canada?

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, dernièrement, les banquiers et l'Association des banquiers canadiens nous ont fait parvenir des rapports qui révélaient qu'on avait fait des progrès considérables dans l'emploi et l'avancement des femmes. Même que l'une des grandes banques compte maintenant une très nette augmentation du pourcentage de femmes parmi ses cadres supérieurs.